

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

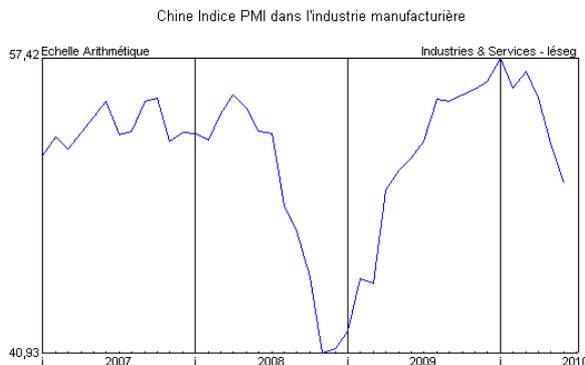
I&S Industries
& Services

Numéro 029

Achévé de rédiger le 20 juillet 2010

MONDE : Poursuite de la reprise américaine

La plupart des **grandes économies asiatiques** ont retrouvé ou dépassé leur niveau d'activité d'avant la crise. Cette performance s'explique à la fois par le dynamisme de la demande interne mais aussi par la remontée spectaculaire de leurs ventes à l'étranger. Selon le Centraal Planbureau néerlandais, le volume des exportations à l'étranger de l'Asie s'est redressé d'un tiers entre le début 2009 et mars 2010, dépassant de plus de +5% son précédent pic. En **Chine**, toutefois, à la suite d'un durcissement de la politique d'austérité, l'activité industrielle plafonne à de très hauts niveaux, à l'image de la production d'acier qui approche 55 millions de tonnes par mois depuis le début de l'année en regard d'environ 44 millions au premier semestre 2009. En revanche, la production automobile semble s'infléchir après avoir atteint le seuil des 11 millions de véhicules particuliers en rythme annuel au début 2010. Dans l'immobilier, le rythme de croissance exubérant des ventes observé fin 2009 (+80% en glissement annuel) se tempère en lien avec les mesures mises en œuvre ces derniers mois. La hausse des prix des logements ressort à +12,4% sur douze mois en mai après +12,8% en avril, en regard d'une légère baisse au début 2009.



Source : Markit

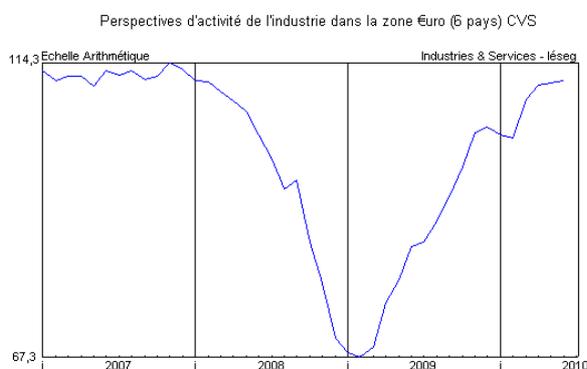
Aux **États-Unis**, la reprise se poursuit, par-delà les aléas mensuels et les déceptions dans certains secteurs. Au deuxième trimestre 2010, la

croissance devrait être d'environ +3% l'an comme pendant les trois premiers mois de l'année. Les indices des directeurs d'achat se situent aux environs de 60 dans l'industrie et de 55 dans les services, ce qui suggère une augmentation significative de l'activité dans les prochains mois. La consommation des ménages a retrouvé puis dépassé son point haut de fin 2007-début 2008. Elle a d'abord été soutenue par l'allègement de la fiscalité. En fin de période, ses moteurs ont été le repli du taux d'épargne et l'augmentation des revenus d'activité suite à la remontée de l'emploi et de la durée du travail. Les investissements en logements évoluent de façon plus erratique. La solidité de la reprise américaine repose aussi sur la bonne santé des entreprises. Celles-ci ont privilégié la restauration de leurs marges pendant la crise. Au premier trimestre, le taux de marge des sociétés non financières ressort à 29,3%, non loin du point haut de 29,9% obtenu durant l'été 2006. Ces résultats permettent une remontée sensible des dépenses d'investissement. Les entreprises exportatrices ont notamment bénéficié d'une progression de +18% de leurs ventes à l'étranger au cours des douze derniers mois. Le léger sursaut inflationniste du début d'année dû à la vigueur des cours des matières premières a occulté le ralentissement de l'inflation sous-jacente, qui s'établit à +0,9 ou +1,2% selon les définitions. Ce résultat permettra à la Réserve fédérale de mener plus longtemps une politique accommodante. Une telle orientation permettrait, toutes choses égales par ailleurs, un assainissement plus profond des finances publiques. Le déficit des administrations publiques, qui était passé de 2,8% du PIB en moyenne 2007 à 11,7% au printemps 2009, est seulement revenu à 10,9% pendant les trois premiers mois de 2010, compte tenu du maintien de la plupart des mesures de relance. Les marchés n'expriment pas actuellement de défiance envers les États-Unis, car par le passé ceux-ci sont parvenus à résorber rapidement de gros déséquilibres, mais l'ampleur inédite du déficit actuel exige que la correction soit amorcée rapidement.

EUROPE : Rigueurs budgétaires

Déstabilisée dans un premier temps par la perte de crédibilité des politiques budgétaires de nombreux pays, les autorités européennes mettent progressivement en place les instruments d'une nouvelle gouvernance interétatique. Partout, l'insouciance des années de prospérité factice cède la place à l'adoption de mesures structurelles. La remise en cause du fonctionnement de l'économie espagnole en est l'illustration la plus flagrante.

La préoccupation majeure des pays européens est de contenir la vive dégradation de leurs **comptes publics**, via l'adoption de plans de rigueur. Après l'Allemagne, qui a annoncé des économies de plus de quatre-vingt milliards d'euros sur quatre ans, le Royaume-Uni s'engage sur cette voie comme en témoigne le budget d'urgence présenté par le nouveau gouvernement. L'Italie a également adopté un plan d'austérité représentant 1,6% de son PIB sur les années 2011-2012. La résorption des déficits est d'autant plus délicate que l'activité se redresse à un rythme modéré, pénalisée par l'atonie de la **consommation** des ménages : -0,1% au premier trimestre pour la **zone Euro**, après +0,2% fin 2009. Les immatriculations d'automobiles, qui avaient été tirées par les mesures de relance en 2009, fléchissent nettement, revenant vers 10 millions en rythme annuel au printemps en regard d'une moyenne de 11,5 millions jusqu'à la fin 2007.

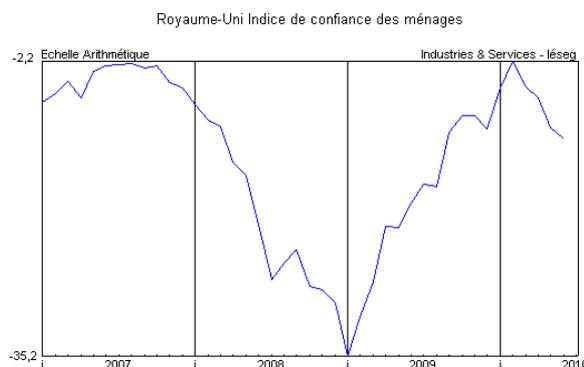


source : Insee et Eurostat

La bonne tenue des **exportations** des pays de la zone, soulagées par le retour à un taux de change plus favorable, ainsi que le vif ralentissement du déstockage sont deux puissants facteurs de soutien. Les ventes à l'extérieur de la zone Euro, qui étaient tombées de 135 milliards d'euros par mois au début de l'année 2008 à 103 milliards au printemps 2009 (soit une baisse de -24%), sont remontées à 123,5 milliards en mars-avril 2010. Les échanges internes à la zone Euro, qui s'étaient contractés dans les mêmes proportions, se raniment également, mais avec un décalage de quelques mois. Au premier trimestre 2010, la moindre réduction des **stocks** a contribué à hauteur de 0,8 point à la croissance du PIB, un des

meilleurs résultats jamais observés. Les dernières enquêtes auprès des chefs d'entreprise suggèrent une montée en puissance de l'activité industrielle ces tous prochains mois, même en Europe du Sud (Espagne et Italie) où la crise avait été particulièrement aiguë.

En **Allemagne**, la croissance a atteint +0,2% au premier trimestre 2010 comme à la fin 2009. Cette légère expansion s'explique surtout par le ralentissement de la contraction des stocks et l'arrêt de la baisse des investissements des entreprises. La production manufacturière, qui s'était effondrée de près d'un quart entre l'été 2008 et le printemps 2009, se redresse depuis lors. Elle a en effet augmenté de +14% au cours des douze derniers mois connus, surtout tirée par la vigueur de l'activité des biens intermédiaires (+21%). Ce mouvement doit être rapproché de la nette amélioration des perspectives à l'exportation. La consommation des ménages reste mal orientée (-0,8% au premier trimestre). En fait, la difficile sortie de crise incite les ménages à accroître leur taux d'épargne : 11,6% de leurs revenus au premier trimestre 2010, ratio le plus élevé depuis 1994. En revanche, l'emploi s'est à peine contracté au cours des dix-huit derniers mois (-0,4%), grâce au large recours au chômage partiel.



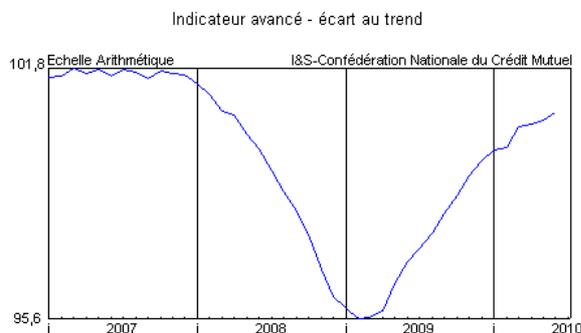
source : Datastream

Au **Royaume-Uni**, au premier trimestre 2010, la reprise a été modérée. Le PIB a augmenté de +1,2% l'an, soutenu par les exportations. Le plan d'austérité vise un montant de 40 milliards de livres d'économies à l'horizon 2015-2016, soit 2,2 points de PIB. L'essentiel des mesures (80%) porte sur une réduction des dépenses. Le gouvernement anglais introduira, au 1^{er} janvier 2011, une taxe sur les banques et les sociétés de crédit immobilier avec un rendement attendu de 2,4 milliards de livres à l'horizon 2015. Afin de renforcer la compétitivité des entreprises britanniques, le taux d'imposition sur les sociétés, de 28% actuellement, sera réduit progressivement à 24% en 2015/2016. Les mesures prises auront un impact à court terme sur la consommation et à moyen terme sur le rythme de croissance de l'économie.

FRANCE : Une remontée laborieuse

Entre avril 2009 et mai 2010, la production manufacturière s'est redressée de +9,4%. Mais elle reste inférieure de -12,6% à son point haut de février 2008. Ces deux chiffres illustrent l'ambiguïté de la situation économique française. La reprise est en cours, mais elle se développe à un rythme modeste en regard de l'ampleur de la contraction subie en 2008-2009.

La progression de l'activité a d'abord été soutenue par le rebond de la production automobile et sa diffusion au secteur des biens intermédiaires. Elle l'est aujourd'hui par la fin du déstockage et la reprise des **exportations**, alors que l'activité automobile subit le contrecoup de l'expiration des mesures européennes d'incitation. Au cours des prochains mois, le développement des ventes à l'étranger, encouragé par la baisse de l'euro, devrait rester le soutien le plus solide de l'activité. Le solde des opinions des industriels sur l'évolution des commandes étrangères se redresse, tout en demeurant à un niveau bas. Ce soutien reste dépendant d'une amélioration de la compétitivité extérieure qui peine à se confirmer. Les exportations de biens et services qui se sont contractées de -12,2% au cours du dernier exercice, particulièrement pénalisées par la chute de la demande des pays européens, pourraient se redresser de +7,5% en 2010 selon Coe-Rexecode.

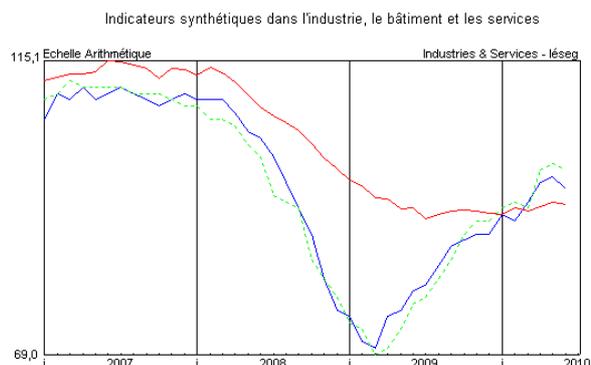


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Selon l'Insee, la **consommation totale des ménages** augmenterait de +1,2% en moyenne annuelle 2010 après +0,6% en 2009, grâce à un bon deuxième semestre. Les dépenses de services (plus de la moitié du total) afficheraient une croissance de +1,8% en regard d'une stabilité pour celles en biens manufacturés. Les ménages bénéficieraient de l'accélération de la hausse de leurs revenus (+2,5% après +1%) mais maintiendraient leur effort d'épargne à haut niveau. En effet le taux d'**épargne financière**, qui atteignait 6,9% fin 2009-début 2010, pourrait remonter à 7,3% dès le printemps puis plafonner jusqu'à la fin de l'année. En revanche, les **investissements en logements** devraient continuer de se replier

(-2,9%) en raison d'un acquis très défavorable à la fin du premier trimestre 2010.

L'**excédent brut d'exploitation** des sociétés non financières, qui avait chuté de près de -13% entre le début 2008 et la fin 2009, s'est redressé de +4,3% au premier trimestre 2010, ressortant à un peu plus de 292 milliards d'euros en rythme annuel. Dans ces conditions, le **taux de marge** est remonté à 30,5% de la valeur ajoutée, après être tombé à 29,3% au trimestre précédent (point le plus bas observé depuis 1985), grâce essentiellement à la suppression de la taxe professionnelle. Les **investissements des entreprises** non financières s'inscriraient de nouveau en retrait cette année mais selon un rythme nettement moins marqué (-2,5% après -7,9%). Le profil trimestriel témoigne d'une interruption du mouvement au printemps, en ligne avec l'amélioration récente des immatriculations de véhicules industriels et des surfaces de construction non résidentielle.



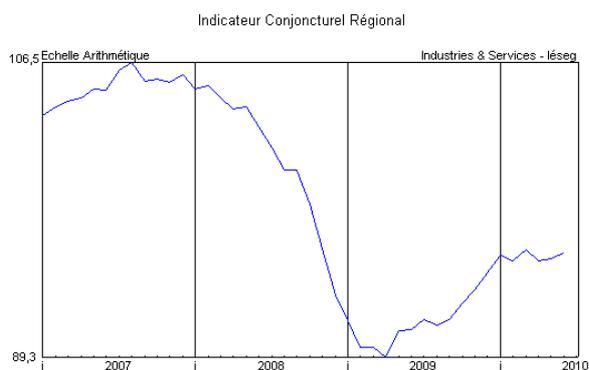
source : Insee – En **bleu** : industrie, en **rouge** : bâtiment, en **vert** : services

De leur côté, les **investissements publics**, qui avaient seulement progressé de +0,6% en 2009, seraient orientés à la baisse ces prochaines années en raison du nécessaire rééquilibrage des comptes des administrations.

La probable accélération de la croissance au deuxième trimestre, qui procède pour l'essentiel d'éléments de soutien de nature temporaire, peine à se renforcer. Les hésitations dont ont fait preuve récemment les enquêtes de conjoncture dans l'industrie ou le maintien à un niveau déprimé des opinions sur l'évolution de l'activité dans le secteur de la construction suggèrent que le rebond de la croissance ne s'amplifierait pas, mais l'économie ne connaîtrait pas non plus une rechute dans la récession en 2010. Au total, le **PIB** pourrait s'accroître de +1,5% (Insee) à +1,6% (COE-Rexecode) cette année après une contraction de -2,5% en 2009. Ce rythme serait quasiment identique à celui anticipé pour l'Allemagne (+1,5%) alors que l'Espagne resterait en récession (-0,9%).

ORIENTATIONS GÉNÉRALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 juillet, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de juin a prolongé la pause intervenue depuis le début de cette année. L'activité industrielle marque le pas et il en va de même pour les perspectives formulées par les chefs d'entreprise en raison de carnets de commandes toujours insuffisants. Si les échanges ont été un peu plus soutenus, la consommation des ménages s'est stabilisée tandis que le sous-indicateur de l'emploi ne s'améliore plus.



Source : Industries & Services - léseg

ACTIVITÉ

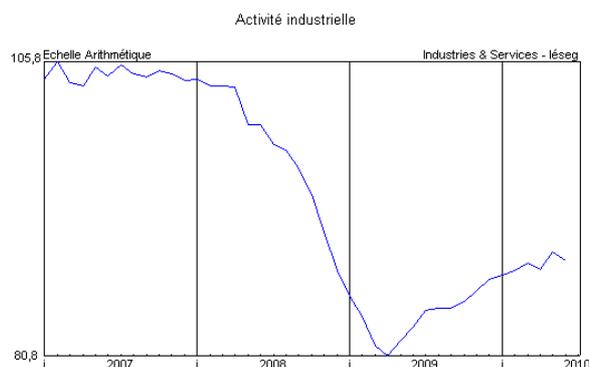
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : La production régionale a peu évolué en juin. Dans l'ensemble, les carnets de commandes sont conformes à la normale et les stocks de produits finis adaptés aux besoins du marché. L'industrie de la viande a poursuivi son développement mais s'attend à une stabilisation. La demande s'est raffermie dans le secteur laitier mais un important recul des fabrications est attendu à court terme. Le repli se poursuit dans l'industrie du poisson mais les prévisions apparaissent plus favorables.

Biens d'équipement professionnels : L'activité a évolué de manière contrastée. Stable dans l'ensemble, elle a baissé dans les équipements électriques, alors que les carnets se sont améliorés permettant d'envisager un maintien des rythmes de production. En revanche, dans les équipements mécaniques, une forte hausse des commandes a permis un redressement des fabrications qui devrait se prolonger au cours des prochains mois.

Matériel de transport : La production reste fortement marquée par la situation de l'industrie automobile, toujours en repli chez les constructeurs malgré des carnets un peu moins déprimés et

inchangée chez les équipementiers où les plans de charge se contractent. Dans les deux cas, la tendance prévue est à la baisse. Au contraire, dans l'industrie du matériel ferroviaire, et en dépit d'une raréfaction des commandes, les carnets, toujours très largement garnis, permettent le renforcement des cadences. Cette situation devrait encore se prolonger.

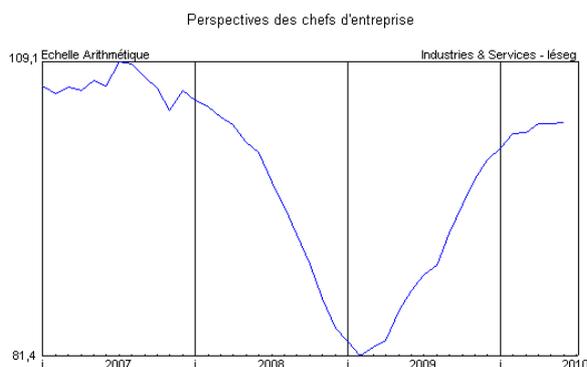


Source : Industries & Services - léseg

Autres produits industriels : La croissance s'est fortement modérée dans ce compartiment très hétérogène. D'une manière générale, les stocks de produits finis restent conformes aux besoins mais les carnets de commandes, inférieurs à la normale, ne s'améliorent plus depuis trois mois. Quelques secteurs restent néanmoins orientés à la hausse : industrie chimique, textile-habillement, métallurgie, papiers et cartons. Des secteurs comme le verre et les matériaux de construction, ou la fabrication de produits métalliques n'observent que peu de changements dans le rythme de leurs fabrications bien que la demande se soit contractée. Surtout, le secteur du caoutchouc et de la plasturgie est directement impacté par l'évolution du secteur de l'automobile et n'espère pas d'amélioration dans un futur proche. Dans l'ensemble, cependant, les industriels s'attendent à une progression de leur production pour les prochains mois, notamment dans le travail des métaux, l'imprimerie, les papiers-cartons et la chimie.

Construction : Selon l'enquête trimestrielle du Secrétariat Régional de la Banque de France, l'activité régionale du secteur du bâtiment s'est stabilisée au cours du printemps, après plusieurs trimestres de baisse. Les carnets de commandes ne se dégradent plus mais restent déséquilibrés, tandis que les prix sont toujours tirés vers le bas et les trésoreries tendues. La stagnation du secteur devrait se prolonger au cours de l'été, les facteurs favorables qui s'esquissent à travers les autorisations de bâtir de nouveaux logements, la relance de la promotion immobilière et le soutien de la demande publique ne devant produire leurs

effets qu'à plus long terme. Une amélioration plus nette n'est pas envisagée avant la fin de cette année. Dans les travaux publics, la production a nettement rebondi en raison, d'une part, de rattrapage des retards pris l'hiver dernier pour cause d'intempéries et, d'autre part, du déblocage de projets de grands donneurs d'ordres. Un léger tassement est attendu pour le troisième trimestre. Au-delà, la poursuite et le lancement de quelques nouveaux grands chantiers pourraient soutenir l'activité du secteur.



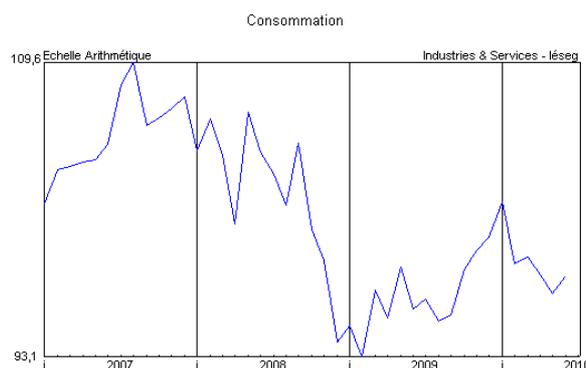
Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : L'amélioration de l'activité a été moins marquée en juin que les mois précédents mais les perspectives restent cependant favorables. Les activités juridiques, comptables et d'ingénierie ont en effet constaté une baisse, particulièrement sensible dans l'ingénierie et les études techniques. Celle-ci semble toutefois transitoire et devrait laisser la place à une légère amélioration. Par ailleurs, les secteurs informatiques et services d'information sont demeurés bien orientés, tendance qui devrait se prolonger à court terme. Pour sa part, l'intérim a poursuivi sa progression. Les prévisions y restent modérément optimistes pour les mois de juillet et août mais plus incertaines pour la rentrée de septembre.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels s'est quelque peu redressée en juin. Le reflux des immatriculations d'automobiles neuves s'est interrompu. Dans le commerce de détail, le volume des achats a faibli, notamment dans les rayons du textile-habillement en raison d'une météorologie toujours défavorable, mais la mévente a aussi caractérisé le secteur des meubles. L'électronique grand public a plafonné à un niveau élevé, tandis que la quincaillerie et le bricolage ont opéré une remontée. Les autres compartiments sont restés relativement déprimés. Le chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – s'est à présent pratiquement stabilisé à un bas niveau avec +3,8% en volume à un an d'intervalle, soit +2,9% pour le seul rayon

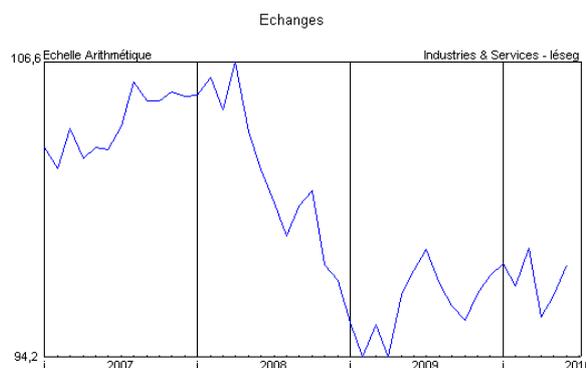
textile-habillement. Sur un mois, les variations ont été, respectivement, de +2,1% et de +1,6%.



Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** accuse une nouvelle baisse de -19% en juin à un an d'intervalle. Les vracs liquides, en raison de la fermeture de la raffinerie, sont en baisse de -72% alors que les vracs solides progressent +52% grâce aux charbons à destination de la Tamise, le trafic de céréales étant au point mort. Les "marchandises diverses", désormais la seule composante du trafic (71,5% des volumes pour le mois sous revue) qui participe à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont encore régressé d'environ -6%, dont -13% pour le trafic roulier et -24% pour les conteneurs (en TEU).



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à juin (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont de nouveau progressé à un an d'intervalle. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois, fait apparaître une nette amélioration du moral des transporteurs qui notent une amélioration de la demande mais ne s'attendent pas à ce que celle-ci se prolonge. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs sont reparties à la hausse

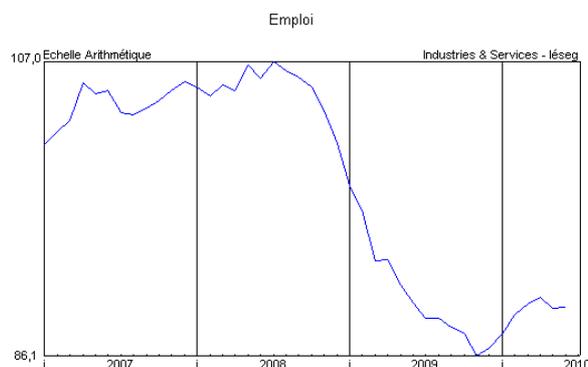
mais celles des **véhicules industriels** demeurent déprimées.

Comme il était attendu, les données relatives au **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin pour le mois de mai révèlent un redressement de la fréquentation. Mais l'accroissement de celle-ci a été limité à +1,8% à un an d'intervalle. La progression est restée forte pour les vols "vacances" (charters) alors qu'une baisse était observée pour les vols réguliers (-6,4%), concentrée sur ceux effectués dans l'espace "Schengen" - incorporant les vols intérieurs - (-7,4%), "l'international" progressant, pour sa part, de +4,6%.

EMPLOI

En mai, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a augmenté de +0,7% par rapport à avril pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +6,2% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +0,8% et +7,3%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,2%, contre +0,4% en France et de +7,3% contre +9,4% par rapport à mai 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +7,5% (+10,4% dans le pays) et celui des femmes de +7,1% (+8,4%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -1,2% (contre +2,4%). Elle a été de +23,3% (contre +30,4%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. Pour la première fois depuis janvier 2009 cette progression a ralenti.

Le recul des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) s'est poursuivi. La baisse a atteint de -38,5% sur un an, après -21,4% en avril (contre -24,5% après -33,9% en France). Toutefois, le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +10,6% contre +3,9% en France métropolitaine. Dans le même temps, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +21,1% contre +11,8% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées par Pôle Emploi s'est inscrit en hausse à un an d'intervalle de +9,1%, contre +12,8% en France métropolitaine. Par catégorie, les évolutions ont atteint +21,6% contre +19,9% pour les offres durables (plus de 6 mois), +1,8% contre +11,3% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et -3,9% contre -1,6% pour les emplois occasionnels.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

RÉDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iséseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iséseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/>